



---

A 5<sup>th</sup> Framework Programme Research Project funded by the European Commission

---

Gender - sensitive and women friendly public policies:  
a comparative analysis of their progress and impact

Deliverable 11: Executive Summary  
(Translation into French by ULB)

---

Author: Dr. Mary Braithwaite

Project coordinator: KEKMOKOP, Panteion University,  
Athens, Greece

Partners: School of Sociology and Social Policy,  
Queen's University, Belfast, U.K.  
DULBEA -Université Libre de Bruxelles  
(ULB), Belgium  
Luleå University of Technology,  
Sweden  
Law University of Lithuania, Vilnius,  
Lithuania

Contract no: **HPSE – CT – 2002 – 00136**

Date of issue of the report: April, 30, 2005

# EQUAPOL:

## Politiques publiques sensibles au genre et en faveur des femmes: Une analyse comparative de leurs progrès et de leur impact.

### RESUME GENERAL

#### Table des matières

1	Introduction .....	4
1.1	Buts et portée de la recherche .....	4
1.2	<i>l'Association du projet</i> .....	5
1.3	<i>Méthodologie de recherche</i> .....	5
2	<b>Principaux résultats de l'analyse comparative au niveau national</b> .....	6
2.1	<i>Résumé</i> .....	6
2.2	<i>Progrès en termes d'approche intégrée du genre</i> .....	6
2.2.1	<i>Quelques tendances significatives</i> .....	7
2.2.2	Les progrès des pays dans la mise en œuvre de l'approche intégrée du genre .....	8
2.3	<i>Différentes méthodes de l'approche intégrée du genre</i> .....	9
2.3.1	<i>Modèle intégré</i> .....	9
2.3.2	<i>Le modèle transversal</i> .....	10
2.3.3	<i>Le modèle poussé par l'UE</i> .....	10
2.3.4	<i>Le modèle générique d'égalité</i> .....	11
2.4	<i>Les facteurs clés qui affectent le progrès</i> .....	12
3	<b>Principaux résultats au niveau européen</b> .....	13
3.1	<i>Influence sur les approches nationales</i> .....	13
3.1.1	<i>L'influence de l'UE sur les approches nationales</i> .....	13
3.1.2	<i>Les influences internationales et les approches nationales</i> .....	14
3.2	<i>Similarités et différences entre l'UE et les politiques nationales</i> .....	14
3.2.1	<i>Les objectifs politiques</i> .....	14
3.2.2	<i>Moyens de la politique d'égalité</i> .....	15
3.2.3	Institutions et acteurs .....	16
3.2.4	Progrès .....	17
4.	Conclusions politiques .....	18

## Résumé

Le projet EQUAPOL eut comme objectif l'évaluation des progrès et de l'impact de l'intégration du genre dans les politiques publiques en Europe. Le projet s'est concentré sur les politiques sociales mises à l'ordre du jour par la Politique Sociale Européenne. Cette dernière ayant également appelé à l'intégration de la perspective du genre dans toutes politiques relevantes. Des politiques et des processus politiques dans huit pays et au niveau européen ont été étudiés par cinq équipes de recherche partenaires de 2002 à début 2004.

L'étude montre que les progrès dans la mise en oeuvre de l'approche intégrée du genre sont lents et inégaux à travers les huit pays étudiés, bien qu'il y ait eut des innovations dans le développement d'outils et de méthodes pour supporter l'intégration de la dimension de genre dans la création de politiques. La Suède se maintient à l'avant-garde des pays qui adoptent une approche intégrée. Tandis qu'ailleurs une approche «transversale», par laquelle le genre est ajouté en tant qu'objectif ou considération additionnel en même temps que d'autres mesures, est davantage mise en évidence. Les résultats font preuve d'une certaine convergence en matière d'approche, principalement dans les mécanismes de la politique d'égalité et l'institutionnalisation. Toutefois une convergence en termes de compréhension de la problématique politique et des objectifs est plus difficile à cerner. Bien qu'une attention particulière soit accordée aux racines culturelles et structurelles des inégalités de genre dans le discours, peu d'applications pratiques sont observées. Au niveau national, l'approche intégrée du genre n'a pas remplacé les approches antérieures de l'égalité - notamment la législation et l'action positive - mais a plutôt donné lieu à un élargissement des objectifs des mesures d'égalité et à un mélange plus complexe d'approches politiques.

L'influence de la politique européenne de l'égalité de genre sur les approches nationales a été significative, en particulier là où les financements européens procurent des ressources considérables pour une implémentation politique (et quand l'intégration du genre est une condition pour le financement européen). Bien que la politique de l'Union en tant qu'*acquis communautaire* a apporté des changements importants dans la législation et les institutions des nouveaux états membres, l'expérience lituanienne indique que l'influence de l'Union fut faible sur les politiques d'égalité dans la pratique. Les instances internationales et régionales ont dans ce domaine joué un rôle plus marqué. Dans certains pays l'influence de l'Union européenne est perçue comme négative par les acteurs clés, qui la considère comme fragilisant les acquis obtenus dans certains domaines de par sa politique à tendance néo-libérale. A travers tous les pays analysés, l'influence européenne est ressentie comme s'amenuisant ces dernières années, avec une limitation des objectifs d'égalité et un déclin des efforts et ressources pour implémenter les engagements politiques européens en matière d'égalité.

# 1 Introduction

Le projet EQUAPOL est sous-titré «Politiques publiques sensibles au genre et en faveur des femmes: Une analyse comparative de leurs progrès et de leurs impacts.» Depuis le milieu des années '90, l'Union européenne et les gouvernements nationaux en Europe ont adopté une approche intégrée du genre, dont le but est de rendre toutes les politiques publiques sensibles aux différences de genre ainsi que responsables des besoins des femmes. Cette approche implique une transformation significative du traitement de l'égalité de genre dans les politiques publiques à travers l'Europe. Elles doivent s'étendre bien au-delà du domaine traditionnel du marché du travail et traiter, du moins en théorie, des causes structurelles et systémiques de l'inégalité de genre.

## 1.1 Buts et portée de la recherche

Le but de la recherche était d'évaluer les progrès et les impact de l'intégration de la dimension de genre dans la formulation et la conception des politiques publiques, particulièrement dans les politiques sociales, domaines prioritaires de l'Agenda Politique Social Européen. Lequel, approuvé par le Conseil européen en 2000, a identifié un nombre de défis, qui incluent les faibles revenus et taux d'emploi des femmes en particulier, un niveau de plus en plus élevé du taux de dépendance et des faiblesses significatives des qualifications et des compétences exigées par l'économie basée sur la connaissance. Un objectif de l'Agenda Politique Social est que: «Les engagements de longue date sur la qualité entre les femmes et les hommes doivent être élargis et la perspective du genre doit être intégrée dans toutes les politiques relevantes».

Les objectifs spécifiques de la recherche EQUAPOL étaient:

- ❖ d'identifier, d'analyser et d'évaluer comment se réalise l'approche intégrée du genre dans la formulation et la conception des politiques publiques à travers l'Union;
- ❖ d'identifier et d'évaluer dans quelle mesure et de quelle manière l'intégration du genre améliore-t-elle l'impact de ces politiques sur le bien-être relatif des femmes et des hommes et réduit les inégalités de genre;
- ❖ d'identifier, d'analyser et comprendre comment l'intégration du genre modifie-t-elle les politiques en elles-mêmes, en particulier, par l'identification de la valeur ajoutée de la dimension du genre;
- ❖ d'identifier, d'analyser et comprendre la synergie entre l'UE et les politiques nationales en ce qui concerne l'égalité/l'intégration du genre et d'identifier les différentes approches à l'égalité de genre et à l'intégration du genre;
- ❖ de cataloguer et de comparer les exemples de bonnes pratiques en termes de politiques sensibles au genre et favorables aux femmes et d'approches de processus politiques;

Des politiques dans les huit pays suivants ont été étudiées: Belgique, Espagne, France, Grèce, Irlande, Lituanie, Suède et le Royaume-Uni. Ainsi, l'étude couvre des pays tels que la Suède, qui possède une tradition endogène de l'égalité de genre dans les politiques publiques et a montré le chemin au développement de l'approche intégrée à des pays comme la Grèce, Irlande ou la Lituanie où l'introduction de la dimension du genre a été principalement la conséquence d'influences extérieures.

Le projet vise à l'évaluation de l'intégration de l'égalité de genre en deux larges domaines politiques dans chaque pays: la distribution des revenus, en particulier des taxes, pensions et les politiques sociales; et éducation, en particulier les compétences et qualifications dans la société de connaissance. Pour l'éducation, cela a été possible dans tous les pays. Pour la distribution des revenus ce n'a été possible que dans deux pays: la Grèce et la Suède. Dans les autres pays le manque d'exemple d'efforts explicites pour intégrer le genre dans le système fiscal, de pension ou dans les politiques sociales a donné lieu à une analyse plus générale sur l'intégration du genre.

## ***1.2 l'Association du projet***

Les cinq associés d'EQUAPOL étaient:

- ❖ le Centre de la Morphologie Sociale et des Politiques Sociales (KEKMOKOP), Université du Panteion, Athènes, Grèce, qui a dirigé le projet et mené la recherche en Grèce;
- ❖ l'Ecole de Sociologie et de Politiques sociales à la Queen's University de Belfast, RU, qui a réalisé la recherche nationale en Irlande, RU et Espagne et était responsable de l'analyse comparative entre les pays;
- ❖ le Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (DULBEA), Bruxelles, Belgique, qui a mené la recherche nationale en Belgique et en France;
- ❖ la Division Genre et Technologie, département des Sciences du Travail Humain, Lulea, Université de Technologie, Suède, qui a mené la recherche nationale en Suède;
- ❖ l'Institut de Philosophie, Sociologie et de Droit, Université de Lituanie, qui a mené la recherche nationale en Lituanie.

L'équipe de direction a impliqué les scientifiques de KEKMOKOP (Dr Maria Stratigaki, Dr Mary Braithwaite et Prof. Nikos Kokosolakis) et la de Queen's University Belfast (Prof. Mary Daly). Le comité scientifique comprenait les responsables scientifiques des cinq organisations associées.

## ***1.3 Méthodologie de recherche***

Après une revue de la littérature initiale, une étude initiale des politiques dans chaque pays a été réalisée, afin de sélectionner les politiques à étudier. Des politiques similaires au niveau européen et international ont été identifiées. Ces phases du projet ont permis d'affiner les objectifs, concepts et la portée du projet, à la lumière des éléments émergents de l'état actuel et des progrès dans l'intégration de l'égalité de genre dans les politiques publiques aux niveaux européen et national. Le cadre analytique, conceptuel et méthodologique a été élaboré pour la recherche sur les pays, qui s'est basée principalement sur des interviews centrées sur des groupes de participants aux processus politiques étudiés et d'analyses de documents clés. Les résultats des études par pays ont donné lieu à une analyse comparative, entre pays et entre les niveaux nationaux et européens.

Les résultats de la recherche ont été disséminés à travers une conférence européenne et une série de séminaires nationaux, ainsi que par des articles publiés et des présentations en conférence.

## 2 Principaux résultats de l'analyse comparative au niveau national

L'analyse comparative s'est concentrée sur l'approche et la pratique de la politique de genre à travers les huit pays étudiés. Elle rend compte des tendances clés et des différences. Les facteurs qui expliquent les variations entre les pays ont également été explorés.

### 2.1 Résumé

Les résultats suggèrent que les progrès dans l'implémentation de l'approche intégrée du genre sont lents et assez inégaux. Bien qu'il y ait eu beaucoup d'innovation dans le développement de l'approche intégrée du genre, les progrès ont été lents et inégaux entre les différents pays. Trois pays étudiés sur huit - la Belgique, l'Irlande et la Suède - peuvent être désignés comme faisant état d'avoir ou d'être en cours d'introduction de l'approche intégrée du genre. Cependant, il existe des variations significatives entre eux aussi, avec la Suède qui se situe clairement à l'avant-garde. Dans les autres pays, en particulier en France et au RU, et à un autre niveau en Grèce et en Espagne, les efforts d'intégration du genre sont présents, mais sont très fragmentés. Ils sont confinés dans un domaine politique particulier ou un programme spécifique au sein d'un domaine et sont déconnectés de la politique générale sur le genre. La Lituanie est un cas à part en raison de son histoire et sa transition particulière.

L'analyse identifie certaines preuves de convergence à travers les pays. En particulier, il y a trois composants de l'approche intégrée du genre qui sont développés - à des degrés variables - à travers tous les pays étudiés:

- ❖ la mise en place d'unités d'intégration du genre qui emploient des personnes compétentes pour soutenir techniquement les différents départements de l'administration (ou les groupes de la société civile comme en Irlande par exemple);
- ❖ l'introduction d'évaluation de politiques et des mécanismes de surveillance, en particulier des méthodes d'évaluation d'impact selon le genre et des mécanismes généraux de rapport;
- ❖ changements dans la manière dont les politiques sont élaborées, en particulier un accroissement du dialogue avec le secteur associatif à travers l'institutionnalisation de pratiques de consultation, la création ou la consolidation des organes d'avis qui représentent les groupements des femmes et l'équipement des organisations féminines de compétences nécessaires pour participer au processus politique.

Toutefois, tout résultat de convergence doit être qualifié. Même les pays qui ont des niveaux de progrès similaires tendent à suivre des stratégies différentes. De plus, la convergence tend à se limiter à des mécanismes de politique d'égalité et de construction institutionnelle. Des convergences en termes de compréhension de la problématique politique ou des objectifs politiques sont plus difficiles à discerner. En effet, ces derniers éléments montrent des degrés importants de fragmentation, pas uniquement à travers les pays mais aussi entre différents départements gouvernementaux (et domaines politiques) au sein d'un pays. Par exemple, bien qu'il semble que les pays tendent à utiliser une ligne rhétorique similaire en ce qui concerne la nécessité de considérer les racines structurelles et culturelles des inégalités de genre, dans de nombreux pays il subsiste un écart entre la rhétorique et la pratique.

### 2.2 Progrès en termes d'approche intégrée du genre

Tous les pays analysés dans le projet EQUAPOL ont pris l'engagement d'implémenter l'approche intégrée du genre à l'égalité. Cependant, les résultats attestent d'un niveau de variation significatif. Premièrement,

dans la manière dont cet engagement est, ou a été, accompli et, deuxièmement dans les méthodes ou les stratégies qui ont été utilisées pour réaliser cet engagement.

### 2.2.1 *Quelques tendances significatives*

Lorsque l'on regarde les huit pays, on observe des points de ressemblance et des tendances communes mais également comme le démontre la brève analyse des tendances émergentes, il y a aussi des différences significatives.

Une tendance générale est d'étendre les responsabilités aux différentes unités et départements. Dans certains pays la 'décentralisation' s'accomplit au moyen de révision de la législation sur l'égalité de traitement afin d'inclure tous les organismes publics dans la politique anti-discrimination (Irlande, RU); dans d'autres elle se réalise à travers la création de plan d'action 'transversaux' sur l'égalité de genre (Belgique, Espagne, France, Grèce et Lituanie). Le troisième scénario s'accomplit par l'utilisation systématique d'outils d'analyse du genre dans le dessin et la mise en œuvre de toutes les politiques (Suède).

Le transversalisme, dans ses différentes formes, est une réponse ou stratégie assez largement utilisée, en particulier dans des plans d'action qui donnent des responsabilités aux départements pour la réalisation de différents objectifs. La recherche souligne la nécessité d'examiner attentivement le transversalisme. Bien qu'il semble être synonyme de l'approche intégrée, il s'agit en fait d'un phénomène différent. Premièrement, il n'implique pas nécessairement de changement dans la structure ou la pratique du processus politique et deuxièmement, l'égalité de genre continue d'être désignée comme un espace politique distinct ou séparé (même si à travers le transversalisme on peut assigner à chaque département ou unité des objectifs d'égalité de genre). Le transversalisme n'intègre pas le genre au cœur de la politique, mais tend à l'ajouter en tant qu'objectif ou considération additionnel.

Une autre tendance est de traiter l'approche intégrée du genre 'à la carte', et d'adopter sélectivement certains composants de l'approche intégrée, en particulier certains outils ou techniques, en l'absence d'un cadre général. La Suède constitue une exception dans ce domaine étant donné qu'elle possède un ensemble complet. Lequel inclut la priorité de l'égalité de genre comme but politique en lui-même et l'intégration des procédures pertinentes de l'approche intégrée à travers les différents niveaux de l'administration. Quels sont les méthodes et composants favorisés. La recherche révèle que l'intégration du genre est regardée plus ou moins comme une analyse politique selon le genre.

Le fait de retrouver de l'intégration du genre dans tous les pays, bien qu'elle varie en degré et signification, ne signifie pas que les autres approches d'égalité entre femmes et hommes aient été surplacées. Loin de là: les résultats de chaque pays montrent un mélange d'approches. En effet, l'égalité de traitement et les actions positives restent des approches pertinentes pour atteindre l'égalité de genre. Par exemple, dans certains pays les mesures d'actions positives, qui visaient l'emploi des femmes et les dotations de capital humain à l'origine, sont maintenant appliquées à la sphère privée (comme la violence conjugale en Espagne) et plus largement dans la sphère publique au-delà de l'éducation et de l'emploi. Les mesures d'actions positives sont également utilisées comme des outils principaux contre les inégalités structurelles (par exemple les biais institutionnels dans la procédure de recrutement en Belgique). D'autre part, la cible des actions positives s'est élargie et vise maintenant aussi les hommes (comme les programmes de développement des garçons en Irlande, par exemple) ou les femmes et les hommes en même temps (les initiatives contre les stéréotypes de genre en France, Grèce et Espagne).

La législation sur l'égalité de traitement a également subi des développements importants. Ainsi dans beaucoup de pays elle a été réformée afin d'élargir le concept de discrimination, et intégrer la

discrimination indirecte, ainsi que la sphère d'application, de manière à inclure par exemple les services et équipements publics outre l'éducation et le lieu de travail. Les trois approches évoluent donc simultanément. L'actuel mélange des politiques que nous observons est plus complexe que dans le passé et les différences entre ces approches sont moins nettes.

### 2.2.2 Les progrès des pays dans la mise en œuvre de l'approche intégrée du genre

La Suède est une exception par rapport aux autres pays de la recherche en ce qui concerne l'étendu et la portée de l'intégration du genre. Le but principal, et également rationnel, pour l'adoption de l'approche intégrée du genre en Suède est de combattre les racines structurelles de l'inégalité de genre dans la société. Ceci est vu comme un défi dans lequel d'autres approches telles que l'égalité de traitement ou les actions positives ont échoué. Ce type d'objectif est d'une grande portée: sa réalisation demande que l'intégration du genre soit profondément enracinée dans différentes sphères d'activité (sociale, politique, économique). La Suède contraste avec les autres pays où la dimension structurelle de l'inégalité de genre figure rarement parmi les objectifs de l'approche intégrée. Une deuxième caractéristique distincte de l'approche intégrée en Suède est sa portée: son but est d'aller au-delà de l'incorporation du genre dans les politiques publiques. L'approche s'étend des activités qui émanent de tous les organes publics (les services publics par exemple) à celles des organismes non-publics dans le secteur privé, la société civile, etc. Une troisième caractéristique de l'approche suédoise de l'intégration du genre est qu'elle résulte d'un large consensus parmi les différents acteurs sociaux et est formellement enracinée dans les processus politiques clés. Un tel niveau de consensus est absent dans les autres pays. Finalement, le cas suédois se caractérise par un niveau élevé d'innovation. Cela inclut, entre autres, la création de méthodes innovantes d'intégration du genre (la méthode des 3-R, qui analyse les différences dans la distribution des ressources ainsi que les raisons de telles différences dans les opérations gouvernementales locales), le rôle prééminent accordé aux experts dans le processus politique, l'incorporation d'une analyse d'impact selon le genre dans les projets de loi des finances, ainsi que la mise en œuvre de nouveaux projets d'intégration du genre dans différents départements (et niveaux) de l'administration et autres organismes du secteur public (privé).

La Belgique, l'Irlande et les régions de l'Andalousie, du Pays Basque et de l'Ecosse représentent un deuxième groupe, moins avancé que la Suède. Chacune de ces juridictions a dépassé l'engagement purement formel de l'introduction d'une approche intégrée de l'égalité et est passée à la mise en œuvre. Laquelle consiste en la mise en place de certains des composants de l'approche intégrée (conditions essentielles à l'implémentation de l'approche intégrée du genre). Ces composants sont de trois sortes : techniques et procédures, changements structurels et dans la portée du processus politique, et changements dans l'étendu des acteurs impliqués.

En comparaison avec la Suède, toutes ces juridictions ou pays sont à un stade plus faible de développement de l'approche intégrée du genre. Un autre point important du contraste avec la Suède concerne les objectifs. Alors qu'en Suède l'objectif principal de l'approche intégrée est d'éliminer les racines structurelles de l'inégalité, dans ces pays l'objectif principal semble être d'introduire une approche intégrée de l'égalité en elle-même. En d'autres termes, dans ce pays l'approche intégrée est davantage un objectif opérationnel qu'une approche, ou une stratégie, pour atteindre l'égalité de genre. A ce titre, ces pays/régions manquent également d'un concept politique d'approche intégrée. Dit différemment, l'approche intégrée est souvent perçue comme une question pragmatique plutôt que politique ou théorique. Un troisième point de contraste relève du fait que dans la plupart de ces pays, le futur de l'approche intégrée reste assez incertain (à la différence de la Suède où elle est fermement institutionnalisée). En effet, les initiatives d'approche intégrée de l'égalité qui sont mises en œuvre sont nouvelles; nombreuses d'entre elles sont liées à l'actuel Programme des Fonds Structuraux pour la période 2000-2006 (Irlande, Andalousie), tandis que d'autres n'ont qu'un statut de projet pilote (Belgique). A l'opposé en Suède, depuis que l'approche intégrée est devenue l'approche principale pour l'égalité, la

continuité n'est plus un problème.

La France, la Grèce, la Lituanie, l'Espagne et le Royaume-Uni représente un troisième groupe de pays. Dans tous ces pays, des documents gouvernementaux récents font explicitement référence à l'approche intégrée en tant qu'objectif ou principe essentiel de la politique d'égalité de genre. Cependant, malgré ces engagements formels, à l'exception de quelques initiatives, il existe peu de preuves que cette approche est réellement mise en œuvre. Dit différemment: ces pays démontrent d'un écart important entre la rhétorique et la pratique en ce qui concerne l'approche intégrée.

Un deuxième élément commun à tous ces pays est que le terme 'approche intégrée du genre' n'a pas une signification claire et concrète et, ainsi tend souvent à servir de cache-tout les termes qui réfèrent à des activités et approches variées. Par exemple, il n'est pas rare que dans ces pays le terme 'approche intégrée du genre' est essentiellement un nouveau nom pour désigner 'd'anciennes' pratiques politiques telles que des mesures d'actions positives dans des plans d'action nationaux transversaux, qui impliquent différents départements de l'administration (même si ces plans possèdent clairement une approche d'actions positives) ou même la législation sur l'égalité de traitement. Outre cela, dans ces pays 'l'approche intégrée du genre' sert également des besoins politiques. Par exemple, en France et en Grèce les politiciens et fonctionnaires utilisent opportunément le terme 'approche intégrée du genre' pour faire référence à un changement de cible des politiques d'égalité, des femmes vers le genre (qui se comprend simplement comme faisant en même temps référence aux femmes et aux hommes). D'autre part, au RU le terme 'approche intégrée du genre' s'entend comme la sensibilité du secteur public qui subvient aux besoins variés de ses clients. Ce qui est davantage une indication des priorités plus larges du nouveau gouvernement travailliste qu'un engagement d'adopter une approche intégrée du genre.

Une troisième caractéristique commune à ces pays est que les initiatives d'approche intégrée dans ces pays tendent à être fragmentées. Les efforts significatifs sont confinés dans des domaines très spécifiques et manquent de connections entre eux et avec la politique générale d'égalité. Par exemple, en France, Grèce et Espagne un déséquilibre est observé entre les progrès de l'intégration du genre dans les domaines d'éducation et d'emploi et d'autres domaines. Une quatrième caractéristique commune aux initiatives dans ces pays est qu'elles peuvent être le résultat d'efforts importants et de la persévérance de femmes individuelles à des postes de pouvoir clés (ex.: ministres, fonctionnaires générales, etc.) ou même d'organisations féminines, plutôt que d'une décision, à un niveau gouvernemental élevé, de poursuivre une nouvelle approche de l'égalité de genre.

### ***2.3 Différentes méthodes de l'approche intégrée du genre***

Un des résultats principaux de la recherche est que l'approche intégrée du genre n'a pas de signification statique. C'est une pratique assez diverse mise en œuvre par différents états et juridictions,. Le contenu actuel des pratiques d'intégration du genre demande donc de l'attention, et suggère que quatre modèles d'approche intégrée du genre sont appliqués:

#### *2.3.1 Modèle intégré*

Le premier peut être appelé le modèle intégré. Des huit pays étudiés, la Suède est le pays le plus proche de ce modèle. Dans ce modèle l'approche intégrée du genre est perçue comme une stratégie dont le but est de parvenir à une société plus égalitaire d'un point de vue genre. Tandis que dans les autres pays un tel objectif général tend à être principalement rhétorique (s'il existe), l'exemple suédois se différencie du fait que le discours politique repose sur une articulation soignée de la notion 'd'égalité' et 'd'approche

intégrée du genre', et procure également une argumentation claire montrant pourquoi ce dernier élément est l'approche la plus appropriée pour atteindre le premier.

Dans le discours suédois, la problématique d'(in)égalité est principalement comprise dans des termes structurels, comme un problème de relations de pouvoir influencées par le genre. L'idée principale de cette compréhension est que les structures de pouvoir influencées par le genre affectent tous les domaines de l'activité humaine et les relations humaines à travers toutes les sphères sociales (aussi bien publiques que privées). Une telle compréhension de la problématique signifie que la politique d'égalité de genre doit être conçue de manière à pénétrer dans tous ces domaines des relations et activités humaines si cela peut avoir un réel impact sur la vie des femmes et des hommes ordinaires. En d'autres termes, la politique d'égalité de genre doit tout encercler. Cela signifie également que la responsabilité de la politique d'égalité ne peut être confinée dans un organe gouvernemental particulier ou des organes gouvernementaux généraux mais doit, plutôt, être répartie à travers les départements et tous les niveaux du gouvernement. De plus, les responsabilités de l'approche intégrée ne doivent pas se limiter à la sphère publique mais doivent être partagées entre les secteurs privé et associatif.

### 2.3.2 *Le modèle transversal*

Le second modèle est appelé le modèle transversal de l'approche intégrée du genre. Parmi les huit pays étudiés, ce modèle est le mieux représenté par la Belgique. Bien que la France et certaines régions d'Espagne comme l'Andalousie possèdent certaines caractéristiques de cette approche. Dans ce contexte le terme 'transversalité' indique une implication de différents départements ou ministères dans la mise en œuvre d'un plan ou d'un programme sur l'égalité de genre. De tels plans requièrent un certain niveau de consensus et coordination à travers le gouvernement puisqu'ils consistent en l'allocation d'un nombre d'objectifs spécifiques d'égalité de genre à chaque ministère impliqué. Les objectifs peuvent être assez divers, et varient du simple engagement à intégrer la perspective du genre dans les politiques d'un certain département ou ministère, à des mesures spécifiques qui visent à poser les bases des conditions pour la mise en œuvre d'une approche intégrée du genre (comme la production d'indicateurs et d'outils d'évaluation). L'implémentation de ces objectifs est généralement assurée par une agence ou une unité de l'administration qui peut avoir un statut indépendant ou être attachée à un ministère.

Les pays qui suivent cette approche partagent une tradition de politique d'égalité dominée par une approche d'actions positives. Ceci rend les plans transversaux particuliers sur certains aspects:

- ❖ en même temps que des mesures qui visent à l'implémentation de l'approche intégrée, ces plans transversaux contiennent aussi un nombre important de mesures d'actions positives et, dans beaucoup de cas, elles constituent la majorité des mesures ou actions;
- ❖ la majorité des mesures dans ces plans transversaux (incluant certaines avec une dimension manifeste d'intégration du genre) visent spécialement les femmes;
- ❖ les frontières entre l'approche intégrée du genre et les mesures d'actions positives sont assez floues et, dès lors difficiles à distinguer;
- ❖ les plans sont souvent destinés à poser les conditions à l'application d'une approche intégrée du genre. Dans ce sens, certains plans nationaux ou régionaux (comme par exemple le Plan national belge) peuvent être vus comme une étape préliminaire à l'implémentation complète d'une approche intégrée.

### 2.3.3 *Le modèle impulsé par l'UE*

Le troisième modèle de l'approche intégrée est appelé le 'modèle impulsé par l'UE'. Dans les pays qui représentent ce modèle l'UE - particulièrement par son exigence d'intégrer une perspective du genre

comme condition pour le financement européen (ou, dans le cas de la Lituanie, d'adhésion) - constitue la principale force dans l'introduction des pratiques d'approche intégrée du genre. L'Irlande en est un exemple principal ici et la Grèce et l'Espagne peuvent également appartenir à ce type de pays.

Une telle influence dominante de l'UE produit certains traits qui rendent ces pays distincts des autres. Pour commencer, l'approche intégrée du genre ne fait pas partie d'une vision plus large de l'égalité de genre, comme en Suède, mais est davantage une fin en soi. De plus, l'approche intégrée est généralement comprise en termes assez bureaucratiques ou technologiques. Il est fait référence aux évaluations d'impact selon le genre et procédures d'évaluation des processus politiques et des politiques. Une seconde caractéristique est que depuis que de telles activités techniques dénommées 'approche intégrée du genre' sont principalement confinées dans un contexte de Fonds structurels, lorsque les pratiques d'intégration du genre sont développées en dehors de ces contextes (ex.: éducation mixte en Espagne et l'approche générale intégrée du genre en Irlande) d'autres termes pour 'l'approche intégrée du genre' (comme 'transversalité' en Espagne ou 'equality proofing' en Irlande) sont utilisés.

Une troisième caractéristique partagée par ces pays est que les objectifs et pratiques d'intégration du genre n'ont pas été intégrés par la politique gouvernementale générale. En effet, l'approche intégrée dans le contexte des Fonds structurels est isolée des autres éléments de la politique d'égalité. Une quatrième caractéristique commune est qu'il n'y a aucune preuve de collaboration, ou coordination, entre les départements dans la mise en œuvre de l'approche intégrée. Des exemples sont donnés par la Grèce et l'Irlande dans leur expérience respective d'intégration de la dimension de genre dans le domaine de l'éducation. Dans ces deux pays, les agences responsables de l'application de l'approche intégrée dans le domaine de l'éducation travaillent relativement isolées des autres activités du ministère compétent. Finalement, une cinquième caractéristique est que les initiatives d'approche intégrée dans ces pays (avec l'exemption possible de l'Irlande) sont accueillies avec quelques résistances de la part d'acteurs tels que les fonctionnaires qui travaillent dans les agences pour l'égalité, les chercheurs académiques ou les organisations féministes. Ainsi, aussi bien en Espagne qu'en Grèce les acteurs interrogés ont remarqué que les conditions dans leur pays respectif n'étaient pas suffisamment mûres pour l'introduction de l'approche intégrée. Ces acteurs mettent en garde contre les conséquences négatives que de telles politiques peuvent avoir sur les progrès pour atteindre une société plus égalitaire d'un point de vue genre. Une autre raison pour une telle résistance est que les initiatives sont développées dans le cadre des Fonds Structurels et ont donc comme objectif primaire d'accroître la concurrence et la productivité dans l'économie plutôt que des objectifs d'égalité.

La Lituanie mérite une attention particulière de par le fait que l'influence de l'UE sur la politique d'égalité a été portée principalement par des groupes féminins, en tant qu'acteurs clés de la politique d'égalité dans le pays, ces groupes ont joué un rôle important de pression sur le gouvernement pour progresser vers l'implémentation des exigences européennes par rapport au genre. Les quelles incluent l'approche intégrée du genre.

#### *2.3.4 Le modèle générique d'égalité*

Le quatrième modèle est davantage un modèle d'intégration de l'égalité qu'un modèle d'intégration du genre à proprement parler. Toutefois dans ce modèle des pratiques d'intégration spécifiques au genre sont développées également. Ce modèle générique est plus développé au Royaume-Uni - particulièrement dans le gouvernement d'Ecosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles. Certains aspects du modèle se retrouvent également en Irlande et à un autre degré en Lituanie.

Dans ce modèle, les pratiques d'intégration du genre sont développées en tant qu'élément d'une approche de l'égalité plus large. Bien qu'il y ait quelques différences parmi ces pays ou juridictions dans la

profondeur et la portée des pratiques d'intégration de l'égalité, elles consistent principalement en l'intégration d'une perspective d'égalité à travers toutes les institutions et activités, ce qui inclut le processus politique, la provision de services etc. Dans certains cas ces développements ont été déclenchés par l'introduction d'une nouvelle législation sur l'égalité tandis que dans d'autres ils sont le résultat d'un engagement plus large vers une approche plus pro-active. Une autre caractéristique commune est le changement d'une politique d'égalité centrée sur l'égalité de genre en particulier vers une situation où le genre constitue une seule considération ou un group parmi d'autres (ex. handicap, race, orientation sexuelle etc.). Comme le montrent les enquêtes menées dans ces localités, il s'agit d'un développement contesté. Un nombre significatif d'acteurs exprime la peur que les considérations de genre soient diluées ou rendues moins visibles.

#### **2.4 Les facteurs clés qui affectent le progrès**

Les facteurs contextuels et environnementaux sont très importants pour expliquer les progrès. Ces facteurs incluent par exemple, l'histoire retraçant la manière dont un pays ou une région traite les inégalités de genre, l'existence de champions du genre dans la politique ou dans le domaine politique, la manière dont l'approche intégrée du genre 's'accorde' avec le génie politique ou l'ensemble des projets promus par les acteurs politiques. En ce qui concerne l'historique, on ne peut pas dire que la durée de l'engagement d'un pays par rapport à l'inégalité de genre soit un élément décisif en *lui-même*. Par contre, la nature de l'approche et la profondeur de l'analyse qui sous-tend l'approche sont davantage critiques. A ce niveau ce qui importe est de savoir quel est l'étendu de la compréhension structurelle de l'inégalité de genre, c'est-à-dire une analyse qui se base sur la compréhension que les structures et les systèmes de valeurs de la société contribuent à la création et à la persistance de l'inégalité de genre. Les progrès dans la mise en œuvre de l'intégration de genre sont aussi affectés par l'existence et l'activité des 'champions' de la politique de genre. Lesquels, sont parfois des individus dans des positions influentes, parfois des intérêts collectifs ou des groupes qui peuvent être cruciaux pour attirer l'attention sur le genre ou la maintenir.

En termes de troisième facteur - la manière dont l'approche intégrée du genre 's'accorde' avec le climat politique - même lorsque qu'il existe un engagement politique à un très haut niveau la mise en œuvre de l'approche peut échouer. Il y a des exemples de pays où l'approche intégrée a été adoptée par le gouvernement mais n'a pas été réalisée au niveau politique par manque d'engagement. De plus, la neutralité apparente du terme 'approche intégrée du genre' et sa dissociation des activités féministes permet son exploitation par les décideurs ainsi que son utilisation comme terme fourre-tout qui convient pour différents objets (différents de l'égalité de genre).

On peut présenter ceci différemment: la réalisation de l'approche intégrée du genre demande de rencontrer une série de conditions. Elles incluent, en plus de celles mentionnées au-dessus, de l'expertise en termes de connaissances, de compétences et d'utilisation systématique d'outils d'évaluation et de surveillance dans le processus politique et un large consensus sur les objectifs de la politique de genre parmi les intervenants (de manière à donner au processus une certaine stabilité). Dans certains pays, en particulier en France, Grèce, Lituanie et Espagne, l'absence de ces conditions est particulièrement interpellant. Il manque particulièrement de stabilité dans l'engagement de la politique d'égalité et leur culture politique n'est pas favorable aux activités d'évaluation ou de quantification d'impact. Le fait que les conditions ne sont pas suffisamment mûres augmente la probabilité que l'approche intégrée du genre soit regardée avec beaucoup de suspicion.

Un obstacle possible est le changement de la politique de genre (incluant l'approche intégrée du genre) vers des objectifs qui servent l'économie et en particulier le marché du travail et la productivité. Ceci est visible au niveau européen ainsi qu'au niveau national. Bien que ce ne soit pas neuf, une attention croissante est accordée au marché du travail en France, Grèce et au RU. Cela se voit dans les objectifs et

le contenu des politiques (par exemple, les initiatives d'égalité dans l'éducation au RU) ainsi que dans la dénomination des institutions d'égalité de genre (par exemple, la nouvelle dénomination du ministre chargé de l'égalité en France). Cependant, en France et au RU cette nouvelle concentration sur les thèmes du marché du travail et de la productivité est liée aux priorités économiques nationales, alors qu'en Grèce elle résulte de la dépendance de la politique d'égalité de genre au Programme des Fonds structurels de l'UE (qui a une forte orientation marché du travail).

### **3 Principaux résultats au niveau européen**

Un des principaux buts du projet EQUAPOL était de comprendre la synergie entre les approches nationales et les approches européennes dans la politique d'égalité dans les politiques publiques, en particulier l'influence de la politique de l'UE (et la politique internationale) sur les approches nationales, les similarités et les différences entre les politiques d'égalité européennes et nationales.

#### **3.1 Influence sur les approches nationales**

##### *3.1.1 L'influence de l'UE sur les approches nationales*

De manière générale, la politique européenne a donné de la légitimité et de la crédibilité aux efforts nationaux, et est intervenue dans certains pays (ex. en Irlande et Belgique) comme une force décisive de changement.

La législation européenne a eu une influence particulièrement positive sur le développement de la politique nationale, aussi bien dans des pays qui étaient en retard en termes de législation d'égalité de sexe, comme l'Irlande et la Grèce, que dans des pays plus avancés. Dans les nouveaux Etats Membres, l'alignement des états avec l'*acquis communautaire* a contribué décisivement à la création d'organes institutionnels et de mécanismes de support des objectifs d'égalité.

Le support de l'UE pour les actions positives et les mesures d'égalité a été d'une influence particulièrement importante pour le développement de la politique nationale dans de nombreux pays et dans certains domaines (ex. l'éducation). Les Fonds structurels européens ont été d'une influence positive particulièrement significative pour le soutien des actions positives et l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, notamment en Belgique, Grèce, Irlande, Espagne et au RU. Le support de l'UE aux actions positives est toutefois perçu par certaines personnes interrogées comme s'étant affaibli, et certains argumentent que l'approche intégrée du genre s'est accompagnée d'une réduction de l'utilisation des actions positives comme instrument de la politique d'égalité de l'UE.

En ce qui concerne l'influence des approches européennes plus récentes, la vue des acteurs nationaux devient plus variée, et plus critique. De nombreux acteurs impliqués dans la politique d'égalité de genre au niveau national et de l'UE expriment une déception considérable et un mécontentement à propos de la direction et de l'allure de la politique européenne.

Dans certains domaines politiques, l'influence de la politique de l'UE est considérablement faible, et dans certains cas négative. En Grèce, l'influence de la politique d'égalité sur la politique des pensions est faible et indirecte, mais aussi négative pour la situation des femmes dans le système de pension. Une situation similaire est obtenue en Lituanie, où les organisations des femmes identifient des conséquences négatives de la politique européenne sur les systèmes de la sécurité sociale et des pensions.

En ce qui concerne le futur, on remarque que les acteurs qui ont de bonnes connaissances sur la politique de l'UE sont pessimistes en ce qui concerne le rôle futur de l'UE pour mener la politique d'égalité. Les acteurs constatent une diminution dans la capacité de la Commission européenne à négocier la politique au niveau européen et de procurer un aperçu pertinent des problématiques d'égalité de genre et de la politique. Même les acteurs qui supportent le concept d'approche intégrée du genre ne considèrent pas l'UE comme une source de meilleure compréhension des problématiques d'(in)égalité.

### *3.1.2 Les influences internationales et les approches nationales*

Les influences de la politique internationale sur les approches nationales à l'égalité de genre apparaissent être de trois sortes: l'influence générale sur l'introduction et le renforcement de l'approche intégrée du genre de la Conférence de Pékin en 1995 et la Plate-forme d'Action, dont tous les pays européens sont signataires, les influences internationales sur le développement des méthodes et outils de l'approche intégrée du genre, des agences internationales et organes régionaux, dont nombreux d'entre eux ont adopté l'approche intégrée en tant que stratégie mais qui accordent une grande importance aux droits des femmes et le renforcement des femmes et les actions positives.

La conférence de Pékin en 1995, et sa préparation, a donné une impulsion significative à l'intérieur de l'Europe et a permis de progresser sur la politique d'égalité et l'approche intégrée du genre en particulier, au sein des institutions européennes et à travers les pays membres. Elle a coïncidé avec l'accession de la Suède (en même temps que la Finlande et l'Autriche), la conférence de Pékin marque un tournant dans le caractère de la politique d'égalité et son implémentation dans l'UE, et a influencé significativement la convergence croissante de la politique d'égalité aux niveaux national et de l'UE.

Les approches internationales ont également exercé une influence importante sur le développement d'instruments pour l'intégration du genre, en particulier pour l'analyse et l'évaluation d'impact selon le genre et, plus récemment l'utilisation des analyses de budget selon le genre.

En Lituanie, les influences positives sur le développement des réseaux, informations, apprentissage et partage de connaissances dans le domaine des droits des femmes et de l'égalité de genre sont identifiées comme étant le résultat d'actions et de supports d'organes régionaux et internationaux (UNDP, l'Agence de Développement International Suédoise, le Conseil Nordique, etc.). Ces approches de support en Lituanie suggèrent que les perspectives de l'égalité de genre en Lituanie sont le résultat d'influences extérieures. Ceci peut expliquer les vues critiques de nombreux acteurs de l'égalité de genre sur la politique de l'UE et son orientation économique.

## *3.2 Similarités et différences entre l'UE et les politiques nationales*

Les variations dans l'état actuel et les composants de la politique d'égalité dans les pays étudiés valent aussi au niveau européen. L'interdépendance et l'interaction des systèmes européens et nationaux au sein du système général de gouvernance dans l'UE, et le caractère très dynamique de ce dernier depuis le début des années '90, se traduit inévitablement par un niveau de grande complexité, dans lequel les similarités et différences changent dans le temps.

### *3.2.1 Les objectifs politiques*

En ce qui concerne les objectifs politiques, les variations visibles au niveau national parmi les pays étudiés

se reflètent dans les variations et contradictions évidentes dans les objectifs politiques de l'égalité de genre de l'UE. L'UE partage avec la Suède l'existence d'objectifs généraux d'égalité, auxquels toutes les politiques et programmes doivent contribuer. Néanmoins, à la différence de la Suède, les objectifs d'égalité dans certains domaines spécifiques de la politique de l'UE, tels que l'éducation ou la protection sociale, ne se conforment pas à ceux au niveau général et sont davantage similaires au cas du RU où les objectifs d'égalité sont connectés avec d'autres objectifs généraux de politique (notamment l'emploi et la productivité). Le programme de formulation des objectifs européens aide à comprendre cette apparente anomalie: les objectifs généraux de la politique d'égalité ont été élaborés lorsque les influences des approches internationales et nordiques sur l'égalité de genre étaient fortes, alors que les politiques actuelles d'éducation et de protection sociale (et la politique sociale de manière générale) ont été élaborées dans le cadre des priorités de Lisbonne, qui sont proches des génies dominants de certaines politiques nationales, notamment, mais pas uniquement, au RU.

En ce qui concerne les objectifs de l'approche intégrée du genre, la politique européenne est un amalgame d'approches nationales, qui visent ostensiblement à assurer que toutes les politiques et programmes communautaires contribuent à réduire les inégalités et à améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes et à s'attaquer aux racines structurelles des inégalités de genre (Suède). Toutefois cette approche est mise en œuvre en tant qu'objectif en lui-même ou pour en rencontrer d'autres - marché du travail et productivité. Les aspects de productivité de l'égalité des chances sont devenus de plus en plus dominants, dans le discours et dans la pratique, et les principaux progrès ont été réalisés dans le cadre des Fonds structurels européens, la Stratégie de l'Emploi et les femmes dans les sciences.

### *3.2.2 Moyens de la politique d'égalité*

Un des moyens de la politique d'égalité aux niveaux nationaux et de l'UE est la législation de l'égalité. La législation anti-discrimination dans l'emploi et l'éducation, identifiée par la directive européenne sur l'égalité entre les sexes, est au premier plan ici. Un élément intéressant des développements récents dans certains pays est l'introduction de la législation d'égalité au-delà des domaines liés à l'emploi, de manière à couvrir les services et équipements publics (comme en Irlande) ainsi que la sphère privée. Ces développements amènent la législation nationale au-delà de celle effective au niveau de l'UE, où la Directive proposée sur l'égalité de sexe dans les biens et les services a été approuvée (fin 2004) après des contestations considérables par les industries concernées et après des réductions substantielles de portée.

L'inclusion dans certaines législations nationales de l'action positive (par exemple en Grèce et en Irlande) a également mené certaines politiques nationales au-delà des exigences de la législation européenne, comme par exemple la Cour européenne de justice qui rend difficile la poursuite d'action positive et dès lors la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes, même en ce qui concerne les domaines de l'emploi et malgré l'Article 141 (4) du Traité d'Amsterdam.

L'usage des plans pour l'égalité de genre sont aussi une caractéristique commune de la politique d'égalité de genre nationale et de l'UE. Les Stratégies Cadres et les Programmes de Travail des services de la Commission consistent en des plans d'action qui doivent être mis en œuvre et suivis, mais ils paraissent avoir rapidement perdu de leur efficacité en tant qu'outil pour l'implémentation de l'approche intégrée du genre au sein de la Commission Européenne ou pour induire des initiatives nationales. Il y a des similarités ici avec certains des pays étudiés qui ont lancé des plans nationaux comme des événements ponctuels (par exemple en Belgique et Lituanie) où ont été incapables de maintenir un suivi une fois le plan lancé (comme en France).

L'analyse selon le genre et l'évaluation d'impact, le principal outil de l'approche intégrée du genre en Suède, a été un composant important de l'approche intégrée au niveau de l'UE. L'évaluation d'impact selon

le genre a été particulièrement utilisée en tant qu'instrument de l'approche intégrée dans les Fonds Structurels Européens et dans la stratégie 'Femmes et Sciences' de la DG Recherche. Les structures de consultation se développent au niveau européen du fait de la mise en oeuvre de l'approche intégrée du genre, en même temps que des mécanismes additionnels intra-institutionnels pour la coordination et le suivi introduits au sein de la Commission Européenne et plus récemment au Parlement Européen, et un mécanisme additionnel de consultation nationale de l'UE introduit sous forme d'un Groupe de Haut Niveau de l'Approche Intégrée du Genre. Cependant, les mécanismes de consultation qui impliquent des acteurs non gouvernementaux n'ont pas été étendus au niveau européen, et les opinions exprimées à travers les mécanismes de consultation préexistants; tels que le Comité d'Avis et les réseaux d'experts ont été de plus en plus négligés. De plus, il y a une tendance récente à élargir la portée de certains mécanismes spécifiques d'égalité entre les femmes et les hommes afin de couvrir des problématiques d'égalité générale.

### 3.2.3 Institutions et acteurs

La nature de base des institutions pour l'égalité de genre est similaire dans les huit pays étudiés et au niveau de l'UE, avec une unité spécifique ou un département responsable de la politique d'égalité de genre en ce qui concerne la formulation et/ou de l'implémentation politique. De même qu'au niveau national, l'Unité Egalité des Chances n'a aucun pouvoir de sanction vis-à-vis des autres services de la Commission, et est située à un niveau relativement bas de la hiérarchie institutionnelle. Il n'y a pas de commissaire européen en charge de la politique d'égalité de genre.

Les variances entre les pays étudiés en termes d'autonomie administrative des institutions pour l'égalité de genre se retrouve au niveau européen dans les changements proposés pour les institutions. En particulier, la création future de l'Institut Européenne pour le Genre est similaire à certaines structures nationales, telles que l'Institut pour l'Egalité en Belgique. Elles visent à compléter les structures existantes au sein de la Commission Européenne. Cependant, l'Institut est créée sans ressource additionnelle et dans un contexte de support politique de l'approche intégrée du genre en déclin. Ceci peut mener à un transfert de certaines fonctions de la Commission dans la mise en oeuvre et le suivi des politiques d'égalité de genre de l'UE vers une agence avec un rôle uniquement consultatif et moins de compétences pour influencer directement le développement et l'implémentation politique.

En ce qui concerne les acteurs comme au niveau national le "gouvernement" constitue le principal acteur dans la politique européenne d'égalité. D'autres acteurs, tels que le Parlement Européen, le Lobby Européen des Femmes et les Organisations des partenaires sociaux européens donnent leurs opinions et sont consultés mais demeurent en marge du processus de décision. Dans un sens, l'UE semble combiner les situations observées dans les pays tels que la France et l'Espagne, où le gouvernement possède un monopole presque total sur la politique publique d'égalité de genre, et des pays tels que l'Irlande, la Suède et le RU où il y a des organes d'avis régionaux ou nationaux ayant trait à la situation des femmes ou l'égalité de genre. Lesquels sont consultés pendant le processus politique.

Comme au niveau national, les acteurs individuels influants ont joué un rôle important à des moments clés dans la trajectoire politique au niveau de l'UE, mais sans support ou mécanisme institutionnel durable. L'influence des ces acteurs peut être de courte durée ou limitée à des domaines spécifiques. Les experts académiques ont également joué un rôle au niveau de l'Union Européenne, comme dans certains pays, et l'utilisation des réseaux européens d'experts afin de fournir des connaissances et informations ainsi que conseiller la Commission sur le développement de la législation nationale d'égalité de genre et les politiques a constitué une part importante de la construction institutionnelle de la politique d'égalité de genre dans l'UE durant les années 1990. A présent, il n'y a plus que deux réseaux qui ont un rôle limité.

### 3.2.4 Progrès

En ce qui concerne les progrès dans la politique d'égalité et dans l'implémentation de l'approche intégrée du genre, il y a des similarités entre l'UE et tous les autres pays à l'exception de la Suède. L'UE a, comme en Belgique, Irlande et quelques régions d'Espagne et du RU, dépassé l'engagement purement formel pour l'introduction d'une approche intégrée du genre et a introduit à la place certains composants de cette approche. Ceci implique de nouvelles structures, des statistiques désagrégées, des outils d'évaluation et des procédures administratives pour en planifier et en surveiller l'implémentation. A la différence de ces pays, le nombre d'acteurs impliqués dans la politique d'égalité européenne n'a pas été étendu et a d'ailleurs été réduit.

Les autres éléments qui attestent que les progrès au niveau de l'UE sont comparables à ceux en France, Grèce, Lituanie ou RU, est qu'à l'exception de certaines initiatives, l'approche intégrée du genre n'est pas mise en oeuvre. Comme noté précédemment, il y a beaucoup de retards dans l'implémentation de la Stratégie Cadre et les Programmes de Travail annuels. Les instruments et procédures pour l'évaluation d'impact selon le genre ne sont pas développés, ou ne sont pas utilisés. De plus, on observe un déclin dans les ressources humaines et financières allouées pour l'implémentation de la stratégie et des programmes d'action. Même dans les domaines politiques où des progrès significatifs ont été réalisés (tels que la science et la recherche ou les Fonds Structurels) ils n'ont pas encore atteint l'ensemble du spectre des domaines politiques, comme il est clairement indiqué dans les objectifs de la politique de l'UE et de la stratégie de l'approche intégrée. Les efforts pour introduire l'égalité de genre dans la politique qui n'est pas liée à l'emploi se sont confrontés à de vives oppositions à l'intérieur et en dehors des institutions européennes. En effet, il y a un écart croissant entre la rhétorique sur l'approche intégrée et la pratique au niveau européen, ce qui la rend similaire à celle dans des Etats-membres tels que la Grèce et l'Espagne. Bien que la Lituanie diffère des autres pays étudiés dans le sens que l'approche intégrée ne fait pas partie des pratiques politiques gouvernementales. Cette absence peut résulter du fait que les négociations pour l'adhésion se sont concentrées sur *l'acquis communautaire* (la liaison entre la législation sur l'égalité de genre et les mécanismes pour soutenir l'implémentation) est que, à part les méthodes "légères" et ouvertes de coordination politique et d'alignement, l'approche intégrée du genre n'a pas été requise.

Les raisons qui expliquent la difficulté apparente pour pérenniser l'approche intégrée au niveau européen diffère sur certains points par rapport à celle dans certains pays étudiés; comme la Grèce et l'Espagne. Cependant deux raisons peuvent être communes: la difficulté pour obtenir un travail de collaboration entre des départements et des agences en raison de luttes de pouvoir et de compétitions et l'existence de structures patriarcales au sein de la Commission dans lesquelles l'approche intégrée ne sert pas l'intérêt de ceux au pouvoir. Un facteur particulier au niveau européen est l'étroitesse de l'agenda politique en comparaison au niveau national, lequel résulte des origines historiques de l'UE et des tendances politiques récentes ainsi que de l'hégémonie croissante des objectifs économiques.

Des changements dans la politique générale et dans l'environnement politique ont constitués d'autres facteurs importants. Nous faisons référence ici à deux développements politiques parallèles depuis le début des années 1990. D'une part il y a un développement important des politiques sociales de manière générale, avec des engagements politiques plus forts, tels qu'exprimés dans le Traité d'Amsterdam, et une approche et un support plus systématique pour les programmes d'action. D'autre part l'agenda économique qui vise la réalisation des objectifs de Lisbonne prenait naissance exactement au même moment. Ce dernier était supporté par bien plus de forces au niveau européen et au niveau national. Les objectifs économiques et de croissance de l'emploi ont dominé les priorités politiques et du processus.

L'approche instrumentale croissante de l'égalité de genre se développa en parallèle à la politique sociale européenne de cette époque. L'orientation de l'Agenda Social Européen, adopté au conseil de Nice en

décembre 2000, est de renforcer le rôle de la politique sociale en tant que facteur productif. L'égalité de genre a été également présentée sous cet aspect.

De plus dans le contexte du processus de prise de décision joint et même de liens étroits entre les administrations impliquées dans la mise en oeuvre politique (en particulier en ce qui concerne la politique sociale qui est de la responsabilité des Etats-membres), les objectifs deviennent davantage un dénominateur commun ou un standard générique et moins un moyen pour accroître les standards nationaux par l'adoption de références nationales. Le mouvement général d'introduction de lois légères et de méthodes ouvertes de coordination politique, qui requièrent un plus grand consensus au niveau de l'UE et des Etats-membres, pose des défis importants pour l'avancement de l'égalité des chances, en particulier lorsque ce mouvement est combiné avec des changements politiques au niveau national et l'hégémonie des politiques néo-libérales à travers l'Europe.

Dans ce contexte l'approche intégrée est bien adaptée pour servir les intérêts de la politique sociale de l'UE, car elle consiste en une intégration des politiques d'égalité de genre dans les politiques et programmes (à la différence de leur adaptation ou de leur transformation), de ses méthodes (évaluation d'impact, surveillance) et instruments (indicateurs, statistiques) qui reflètent étroitement ceux utilisés dans les objectifs de Lisbonne. Si l'approche intégrée est appliquée comme indiqué dans les lignes directrices européennes, elle a le potentiel de modifier les pratiques et programmes dans les intérêts de l'égalité de genre. Toutefois, l'implémentation de l'approche intégrée est loin de rencontrer les engagements politiques au niveau de l'UE ou aux niveaux nationaux.

## 4. Conclusions politiques

### Progrès et faiblesses de la politique d'égalité de genre

Des progrès ont été réalisés ces dernières années en particulier par l'établissement de mécanismes importants de conception et d'implémentation de la politique d'égalité de genre au niveau européen et aux niveaux nationaux. Ceci inclut les mécanismes légaux et institutionnels, ainsi que les mécanismes qui influencent le processus de prise de décision afin de tenir compte du genre. On peut identifier des progrès à travers l'UE, dans les nouveaux Etats-membres (ce qui résulte en particulier de *l'acquis communautaire*) et dans les "anciens"; ce qui inclut les pays qui ont une forte ou une faible tradition dans l'égalité de genre.

Il est cependant difficile d'identifier les progrès en termes de résultats de la politique de genre. Ceci est lié en partie à l'absence d'objectif clair, de suivi et d'évaluation (voir précédemment), ainsi qu'au fait qu'il peut être trop tôt pour juger de l'efficacité d'approches politiques récentes, comme l'approche intégrée, qui ont comme but d'apporter des changements structurels. La recherche suggère que l'approche intégrée est traitée comme une procédure ou une technique, et non comme une stratégie pour atteindre un changement ou une amélioration structurel.

EQUAPOL a révélé la présence d'un processus horizontal et transversal qui implique que le genre soit étendu à plusieurs domaines politiques ou parfois institutions. Cependant, ce mécanisme manque de profondeur. De plus, il n'y a pas de preuve de la capacité évolutive de l'approche intégrée.

Dans l'environnement politique actuel, largement considéré comme négatif au genre, particulièrement au niveau européen, le potentiel de l'approche intégrée à produire des politiques publiques "sensibles au genre" et "en faveur des femmes" est limité. Cela ne signifie pas que des progrès ne peuvent avoir lieu mais que de nouvelles approches sont nécessaires afin de sécuriser les gains et de réaliser d'autres progrès.

### Vision et objectifs de l'égalité de genre

Une des conclusions principales est qu'il est nécessaire d'apporter une vision plus claire des objectifs d'égalité de genre. Une des faiblesses des approches identifiées, notamment en ce qui concerne l'approche intégrée, est l'importance accordée aux résultats. Bien que des objectifs quantitatifs ont été élaborés (par exemple les indicateurs de genre adoptés sous différentes Présidences), relatifs à l'emploi, il y a une presque totale absence d'objectifs sociaux clairs en ce qui concerne l'égalité de genre, même dans les pays comme la Suède où le principe d'égalité de genre est fortement accepté dans la société et la politique. Ceci rend difficile d'obtenir des soutiens pour l'égalité de genre et d'élaborer des indicateurs qualitatifs et quantitatifs pour mesurer les réalisations au-delà de domaines et secteurs politiques spécifiques.

### Egalité de genre dans une approche plus large

En ce qui concerne la manière dont progresse l'égalité de genre dans le contexte d'une approche de l'égalité plus large, certaines conclusions politiques peuvent être tirées. Les experts de genre et les féministes s'accordent sur le fait que d'une part la spécificité du genre et d'autre part le fait que l'inégalité de genre concerne certains types de pouvoir (patriarcal) rendent cette problématique différente de celle liée à la race ou à l'handicap. Cela signifie que les mécanismes spécifiques de l'égalité de genre (légaux, institutionnels) et les procédures (pour le dialogue, d'analyse et le concept politique) doivent être maintenues en même temps que les actions positives pour améliorer la situation des femmes et l'égalité de genre. Les ressources ciblées, l'expertise sur le genre et les connaissances spécifiques au genre et informations sont également requises. Cependant, cela peut être réalisé au sein d'un cadre institutionnel plus large qui traite de différentes formes d'égalité et de discrimination. En effet, il peut y avoir des avantages - comme le cas de l'Ecosse et de l'Irlande du Nord le suggère - en termes de supports et de ressources politiques croissantes, et de capacités à construire des alliances à travers des "intersections d'identité" (genre et race, genre et âge). L'égalité de genre ne doit pas cependant être absorbée dans une approche large de l'égalité et devenir invisible ou être traitée comme un domaine de la "discrimination". Le problème n'est pas de savoir si l'égalité de genre doit ou ne doit pas être traitée au sein d'une approche plus large de l'égalité mais plutôt comment cela doit-il être fait afin que le genre soit traité de manière adéquate.

### L'approche intégrée du genre : une mise en oeuvre plus robuste

En ce qui concerne l'approche intégrée, les conclusions politiques sont claires. L'approche intégrée possède de nombreux aspects : elle traite de changements structurels et de relations de genre (pas seulement les femmes et les hommes); de la neutralité de la politique et du développement de méthodes et procédures pour évaluer et modifier les politiques; cela implique un processus continu à travers tous les domaines politiques, et engage un nombre important d'acteurs divers dans son implémentation. Cependant, des changements structurels prennent du temps et des efforts plus robustes sont nécessaires pour approfondir la mise en oeuvre de l'approche intégrée dans la politique. Premièrement, établir des priorités stratégiques et concentrer les efforts sur les domaines prioritaires est essentiel. Cela signifie d'identifier des "points d'entrée" pour l'égalité - au sein d'un domaine ou d'un cycle politique - qui ont le plus de chance de faire progresser l'égalité de genre. Une approche pérennisée est également vitale; il ne doit plus y avoir uniquement des projets pilotes et des initiatives "ponctuelles ou à court terme". Un usage plus systématique d'analyses ou de budgétisations selon le genre dans le contexte de processus de budget intégrés et révisions politiques peut apporter des bénéfices significatifs.

### Une plus large participation des intervenants et des alliances plus fortes

Une des conclusions politiques claires est que la politique d'égalité de genre et l'approche intégrée ne peuvent être laissées ni aux seuls politiciens, ni aux structures politiques dominées par les hommes. Afin

de progresser, un nombre plus important d'intervenants doit être impliqué dans le dialogue politique et la prise de décision, ainsi que plus de femmes. Cela signifie d'établir des mécanismes structurels pour engager des intervenants en dehors du gouvernement et du parlement dans le dialogue politique, et promouvoir des mécanismes de dialogues bilatéraux et pas uniquement une consultation unilatérale. Les comités parlementaires et gouvernementaux pour l'égalité de genre peuvent inclure des intervenants de la société civile et du secteur privé. Et cela signifie de réaliser des progrès plus rapides dans la mise en oeuvre des engagements vis-à-vis de la participation égale des femmes et des hommes dans la prise de décision. Davantage de méthodes de participation d'analyse selon le genre et de développement politique doivent être utilisées, qui doivent impliquer les organisations féminines, les experts de genre et les chercheurs. Des alliances plus fortes sont nécessaires, à travers le spectre politique et différents types d'intervenants (la société civile, le secteur privé, la recherche, le gouvernement, le parlement). A ce niveau la connaissance de base de l'évaluation et de la formulation politique peut être améliorée, et des liens entre la politique publique et d'autres sphères d'action de l'égalité de genre peuvent être mieux établis.

### Renforcer la connaissance de base sur l'égalité

Une conclusion forte pour le développement de la politique de l'égalité est le besoin de renforcer la connaissance sur le genre et l'inégalité de genre et sur l'impact des politiques publiques sur les relations de genre et l'égalité de genre. Ceci signifie bien plus de surveillance systématique et d'évaluation qui accordent de l'attention aux aspects de genre, supportées par des données et informations. Des recherches qualitatives particulièrement sur la manière dont l'inégalité est maintenue et sur les intersections entre le genre et d'autres identités et discriminations, est également nécessaire afin de supporter la prise de décision. Même dans les pays nordiques, où il y a un investissement considérable dans la recherche sur le genre, il y a un besoin pour plus de recherche et d'information, particulièrement en ce qui concerne d'importants domaines politiques. Des supports plus importants et continus en ce qui concerne les études sur le genre dans les universités et la continuité des fonds européens sont également nécessaires.